

La bataille économique, une priorité pour Cuba

Deux journées de travail ont réuni dans la capitale les Premiers secrétaires des commissions provinciales et municipales du Parti et les présidents des Assemblées provinciales et municipales du Pouvoir populaire, en présence du Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste, le général d'armée Raul Castro Ruz et du président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, Miguel Diaz-Canel Bermudez.

En raison de l'importance vitale des sujets traités, Raul a souligné l'intérêt de ces journées qui se sont déroulées à l'École Supérieure du Parti « *Ñico Lopez* » et au Palais des Conventions, où plusieurs questions de nature économique, politique et idéologique de l'actualité nationale figuraient à l'ordre du jour.

La dernière séance, à laquelle participait la haute direction du pays, a comporté une analyse des rendements et de la qualité de la récolte de canne à sucre, la présentation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des Orientations de la Politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, ainsi qu'un rapport sur l'état d'exécution du Plan économique en 2019.

Selon Julio Garcia Perez, président du Groupe d'entreprises *Azcuba*, à ce jour, le volume de canne à sucre broyé a été inférieur aux prévisions et le plan est achevé à 82 %.

Parmi les causes de cette situation, il a mentionné les pannes et les interruptions dans l'industrie, associées, par exemple, aux turbogénérateurs et aux chaudières, l'arrivée tardive d'articles importés comme les pièces de rechange et les pneus, les pluies intempestives dans certaines régions du pays et les problèmes d'efficience.

Le responsable a indiqué qu'à compter du 28 février, la récolte sucrière a fait l'objet d'une reprogrammation, qui a comporté la fermeture momentanée de certaines usines inefficentes, la réorganisation du lien entre la livraison de la plante dans les sucreries et les provinces pour augmenter le broyage de la canne, ainsi que le renforcement des contrôles dans les usines sucrières.

À cet égard, le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres a souligné l'importance de la production de sucre pour le pays, en tant que produit d'exportation, sa contribution à l'alimentation animale, son rôle de génératrice d'emplois et comme composante identitaire des établissements et des communautés dans l'ensemble du pays.

Par conséquent, a-t-il signalé, nous devons continuer à défendre la production de canne à sucre, à l'échelle que nous jugerons appropriée, en fonction des études du marché international et de nos demandes internes.

Diaz-Canel a précisé que le travail devrait se faire dans deux directions : l'une visant à améliorer les résultats pour le reste de la saison et l'autre visant à organiser la prochaine récolte, pour laquelle un groupe de travail doit être créé pour procéder à une analyse intégrale des problèmes et proposer des solutions.

Nous devons nous dépasser et grandir face aux difficultés actuelles, a-t-il dit, profiter des mois de mars et d'avril, améliorer la prise en charge de la main-d'œuvre, consolider les changements intervenus dans le cadre de la réorganisation et respecter le calendrier des volumes de broyage que nous nous sommes fixés pour améliorer les rendements et augmenter l'efficacité.

LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS

Depuis la tenue du 6^e Congrès du Parti, 205 politiques ont été approuvées visant à la mise à jour du modèle économique et social de notre pays, comme l'a rappelé Marino Murillo Jorge, responsable de la Commission permanente pour la mise en œuvre et le développement, qui a fourni des informations sur les Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution.

Entre autres questions, il a fait référence au perfectionnement du travail à son compte, approuvé en juin 2017 et au fait que, sur la base des opinions de la population, il a été décidé, en décembre 2018, d'apporter un ensemble de modifications en vue de son assouplissement.

Il a rappelé qu'en février de cette année, de nouvelles mesures ont été approuvées afin d'améliorer la politique pour les coopératives non agricoles, dont les normes juridiques sont en cours d'approbation en vue de la flexibilisation du fonctionnement ces formes de gestion.

À propos du système d'entreprises du pays, il a insisté sur le fait qu'il est organisé en trois niveaux : les organisations supérieures de direction d'entreprises (OSDE), les entreprises et les unités d'entreprises de base (UEB). D'autres mesures sont actuellement à l'étude, à court et moyen terme, pour poursuivre la transformation et le renforcement de l'entreprise d'État.

Murillo Jorge a dressé un bilan d'autres politiques qui ont trait, par exemple, à la remise de terres en friche en usufruit et à la dynamique démographique.

Sur ce point, Diaz-Canel a souligné que la question de la mise en œuvre des Orientation serait examinée en détail avec les députés lors de la session de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, prévue pour le mois d'avril.

LE PLAN DE L'ÉCONOMIE : UN ÉLÉMENT MOBILISATEUR

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Alejandro Gil Fernandez, a fait le point sur les principaux aspects qui caractérisent le Plan économique 2019.

On s'attend à une croissance des investissements d'environ 20% cette année, ce qui est très positif, a-t-il dit, car cela signifie investir dans le développement, avant de rappeler *qu'« il est essentiel de faire davantage d'efforts pour y parvenir. En outre, nous devons assurer le suivi et le contrôle, non seulement dans l'exécution du budget qui leur est alloué, mais aussi pour atteindre les résultats escomptés ».*

En ce qui concerne les exportations, il a expliqué que l'activité touristique devrait enregistrer une croissance de 9,2% par rapport à 2018, ce qui aura un impact direct sur les autres secteurs productifs.

Il a également insisté sur la nécessité de travailler en vue de la substitution des importations, en particulier d'aliments susceptibles d'être produits localement.

Il a souligné que le Plan de l'économie de 2019 est flexible et permet d'inclure en cours d'année d'autres secteurs générateurs d'exportations, de revenus ou permettant de substituer les importations.

Ce qui aura également un impact positif sur l'enchaînement productif avec l'investissement étranger et l'industrie nationale, tout en favorisant les projets de développement local comme un levier de plus pour la gestion des ressources.

Concernant le comportement du Plan au mois de janvier, il a expliqué que des productions importantes pour l'économie n'ont pas été respectées. De plus, on a constaté une faible présence dans le réseau de vente au détail de produits à forte demande comme le poulet, la farine, l'huile et les œufs. En ce qui concerne ce dernier produit, il a fait observer que la production n'est pas encore stabilisée pour en assurer la vente libre dans les magasins, bien que la vente à prix subventionné dans les « bodegas » [épiceries de l'État] ait été garantie.

Il a rappelé qu'au mois de janvier, plus de 1 200 véhicules automoteurs sont arrivés dans le pays dans le cadre des investissements prévus pour 2018, dont 221 autobus *Yutong* et 504 minibus. 401 de ces minibus ont été utilisés pour les services de taxi à La Havane. Parmi ce lot figurent 290 modules pour assembler des omnibus et des véhicules de transport de marchandises.

En tant que priorités pour la projection du Plan économique en 2020, il a mis l'accent sur les activités liées à la production alimentaire, au programme de logement, aux transports et à l'informatisation.

De même, il a insisté sur le fait qu'une attention particulière sera accordée aux revenus des exportations et au financement de l'industrie nationale.

Le Plan doit devenir un élément mobilisateur, a-t-il précisé, et non pas une camisole de force. Pour ce faire, a-t-il souligné, le plan doit être élaboré au sein des entités et non pas au ministère de l'Économie et de la Planification, ce qui implique logiquement de connaître les véritables potentialités des territoires et les ressources dont disposent réellement les entreprises.

Nous avons suffisamment de talent, de réserves dans l'économie et d'engagement pour assurer une croissance qui permette un réel développement et la réalisation des objectifs prévus pour 2019.

Gil Fernandez a finalement déclaré qu'un travail est mené en vue de l'achèvement du Plan de développement à l'horizon 2030, qui a été scindé en trois étapes et qui permettra de planifier l'économie à court, moyen et long terme.